



LES NOUVELLES DU GRIP

*Lettre d'information
du Groupe de recherche
et d'information sur la paix
et la sécurité (GRIP)*

Trimestriel n°69 – 3e trimestre 2013
GRIP - Chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241 84 20
Fax: (32.2) 245 19 33
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Ed. resp.: Luc Mampaey
(Dépôt B-Bruxelles X)

Le GRIP (ASBL) est une organisation
d'éducation permanente,
reconnue
et soutenue
par la
Communauté française.



LE CANCER DES GROUPES ARMÉS AU COEUR DE L'INSTABILITÉ AU CONGO

A lors que tous les regards des dirigeants occidentaux sont rivés sur la Syrie, la situation dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) et ses millions de victimes ne semblent pas bénéficier de la même attention de la part de nos décideurs et faiseurs d'opinion.

Est-ce l'effet de la lassitude face à un interminable conflit? Après dix-sept ans de guerre à intensité variable, peu d'évolutions notables sont perceptibles: le gouvernement congolais semble incapable de maîtriser la situation dans une région située à plus de mille kilomètres de sa capitale, des groupes armés en profitent pour prendre le contrôle des ressources minières et des axes de communication, et la population continue à vivre dans une insupportable misère. Tandis qu'une petite élite, basée au Congo, dans les États voisins ou dans les pays industrialisés, ne cesse de s'enrichir de manière éhontée.

La «question rwandaise» exportée

Depuis vingt ans, la «question rwandaise» reste au cœur de l'instabilité dans cette partie de la RDC. La raison avancée par Kigali pour justifier le déploiement de ses troupes au Congo, de 1996 à 2002, ou le soutien à divers groupes armés, de 1996 à 2013, est le risque d'un nouveau génocide que ferait courir au Rwanda la présence, au Congo, de membres de l'armée de l'ancien régime rwandais ou de milices ayant participé aux massacres de 1994.

Actuellement, ces derniers sont regroupés au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), tandis que le principal groupe choyé par Kigali est le Mouvement du 23 mars (M23). L'un et l'autre ne semblent compter qu'un bon millier de combattants, mais leur potentiel de déstabilisation pour la région reste immense.

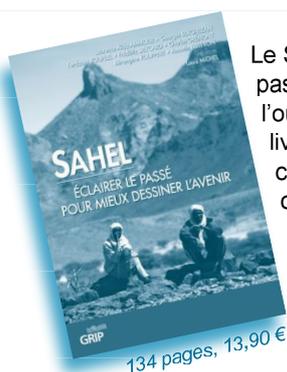
Les FDLR, dont la grande majorité des membres n'ont pu participer au génocide rwandais, ne fut-ce qu'en raison de leur âge de leurs combattants, ne représentent maintenant qu'une faible menace militaire pour le Rwanda. Même si, fin 2012 et en mai 2013, ils ont réussi, pour la première fois depuis plusieurs années, à mener trois raids à l'intérieur du territoire rwandais. Soutenus par l'armée gouvernementale congolaise (FARDC)

(suite en page 2)

© UN Photo/Sylvain Liechti.



Carlos Alberto Dos Santos Cruz, commandant des forces de la MONUSCO, en mission d'observation dans la région de Goma.



Le Sahel ne doit pas retomber dans l'oubli! Puisse ce livre y contribuer car la situation pré-occupante au Mali, ce n'est ni plus ni moins qu'une crise politique majeure de notre temps...

134 pages, 13,90 €



Nos chercheurs SUR LA BRÈCHE

- « Débat interactif sur la Syrie ». Live-chat animé par trois chercheurs du GRIP : **Mélanie De Groof**, **Cédric Poitevin** et **Bérandère Rouppert** sur le site **RTBF Info**. 29 mai.
- « Exportations d'armes wallonnes ». Interview de **Luc Mampaey** par **De Tijd**. 31 mai.
- « Transferts d'armes au Moyen-Orient ». Publication d'un article-opinion de **Fanny Lutz** pour **RTBF Info**. 11 juin.
- « Le rôle du Rwanda sur la scène africaine ». Interview de **Georges Berghезan** par la **Deutsche Welle**. 11 juin.
- « Rôle du Rwanda sur la scène africaine ». Interview de **Georges Berghезan** par la **Deutsche Welle**. 12 juin.
- « Piraterie dans le golfe de Guinée ». Interview de **Michel Luntumbue** par **RFI**. 20 juin.
- « Influence politique de l'armée égyptienne ». Publication d'un article de **Fanny Lutz** sur le site **RTBF Info**. 2 juillet.
- « Débat interactif sur l'Égypte ». Live-chat animé par **Fanny Lutz** sur le site du **Soir**. 3 juillet.
- « Boko Haram au Nigeria ». Interview de **Michel Luntumbue** pour **RFI**. 6 juillet.
- « Les crises sécuritaires en Afrique ». Interviews multiples de **Michel Luntumbue** par le mensuel **Les Afriques - Diplomatie**. Juillet.
- « Affrontements en RDC ». Interview de **Michel Luntumbue** par **Radio Méditerranée**. 16 juillet.

(suite en page 4)



(suite de la page 1)

LE CANCER DES GROUPES ARMÉS...

pour combattre le M23, les FDLR demeurent un prétexte facile pour justifier l'ingérence de Kigali au Congo, et bénéficier frauduleusement d'une partie de sa manne minière (or, coltan, cassitérite...).

Quant au M23, il a été fondé en avril 2012 par des déserteurs des FARDC, dont la majorité avait été intégrée en 2009 dans l'armée après la dissolution d'un autre groupe armé, le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP). Dirigé par des Tutsi congolais, comptant dans ses rangs un grand nombre de citoyens rwandais (dont des soldats et démobilisés de l'armée gouvernementale, des ex-FDLR et un nombre substantiel d'enfants), le M23 semble avoir atteint son apogée fin novembre 2012, lorsqu'il s'est brièvement emparé de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Depuis, miné par des dissensions internes (causées notamment par la présence encombrante de Bosco Ntaganda, maintenant emprisonné à La Haye pour crimes de guerre), confronté à une brigade d'intervention robuste – et purement africaine – de la force de maintien de la paix de l'ONU et à des FARDC réorganisées et renforcées, le mouvement semble fort affaibli. Deux attaques sur Goma, en mai et août 2013, ont été repoussées et fait subir au M23 de lourdes pertes. Replié sur le territoire de Rutshuru, limitrophe du Rwanda et de l'Ouganda, il est également engagé, à Kampala, dans un processus de négociation avec le gouvernement congolais. Ayant abandonné sa prétention de renverser ce dernier, il se dit maintenant prêt à désarmer, à condition que les réfugiés tutsis des pays voisins puissent rentrer chez eux et que les FDLR soient « neutralisées ».



Miliciens de tous les pays...

Cependant, l'activité de ces deux groupes ne doit pas faire oublier la présence de dizaines d'autres sur le versant oriental de la RDC. Particulièrement nombreux dans les deux Kivu, on en trouve également en Province orientale et au nord du Katanga. Parmi ceux-ci, on trouve deux groupes d'origine ougandaise, l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et les Forces démocratiques alliées (ADF). Si le premier semble actuellement préférer le chaos régnant en Centrafrique pour y mener ses exactions, les ADF, renforcées par des éléments congolais, voire par des Shebabs somaliens, contrôlent une partie de l'extrême-nord du Nord-Kivu. Les Forces nationales de libération (FNL), composées de Hutu burundais, sont actives au Sud-Kivu. Alliées aux restes des FDLR subsistant dans cette province, elles entretiennent l'insécurité le long de la frontière burundo-congolaise et sont combattues par les FARDC et par des groupes armés locaux.

En plus des groupes armés dits « étrangers », de grandes parties de l'Est congolais sont sous la coupe de divers groupes « congolais », dont la plupart se revendiquent, explicitement ou non, du courant « Mai-Mai », réapparu à la fin des années 90 pour résister à l'occupation rwandaise.

Constitués très souvent sur une base ethnique, sous le prétexte de «défendre leur communauté», ils sont souvent implantés dans une zone restreinte et la plupart d'entre eux n'ont qu'une existence éphémère. Quelques-uns, par contre, connaissent une certaine durabilité et ont réussi à fédérer des combattants de plusieurs groupes ethniques.

Parmi ceux-ci, le plus important est probablement celui des *Raia Mutomboki* («citoyens indignés» en swahili). Apparue en 2005 dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) en riposte aux exactions des FDLR, il s'est étendu au reste du Sud-Kivu et au Nord-Kivu dans le courant de 2011, puis, au début 2013, à la province du Maniema. Si son action a sans doute permis d'éradiquer la présence des FDLR sur de larges portions du Sud-Kivu, il s'est également fait remarquer par de nombreuses atrocités à l'encontre des populations hutu de ces régions, voire plus généralement contre les rwandophones (Tutsi inclus, donc). Multiethniques, sans commandement central, ayant absorbé divers groupes Maï-Maï, il serait plus exact de qualifier les *Raia Mutomboki* de conglomérat de groupes armés, aux alliances disparates. Ainsi, au Nord-Kivu, une faction s'est alliée au M23, contre l'ennemi commun que représentent les FDLR, une alliance décriée par les factions du Sud-Kivu, favorables à l'expulsion de tous les groupes armés rwandophones, qu'ils soient alliés ou adversaires du gouvernement de Kigali.

Que faire de ces milliers de combattants ?

En outre, une myriade de groupes de quelques dizaines ou quelques centaines de combattants continuent à écumer les localités et les routes des deux Kivu. Les revendications d'ordre ethnique, politique et sécuritaire ont souvent tendance à s'effacer et certains de ces groupes se muent en bandes criminelles motivées uniquement par la survie et l'enrichissement de leurs membres. Les offres de Kinshasa de les intégrer dans l'armée nationale ne suffiront certainement pas à résoudre le problème, déjà pour la bonne raison qu'un grand nombre de ces nouvelles recrues désertent au premier motif d'insatisfaction et retournent, avec armes et uniformes, dans le maquis. Le cas du CNDP, «ancêtre» du M23, intégré sans transition dans les FARDC, est particulièrement illustratif à cet égard.

Heureusement, un consensus semble

prévaloir, aux pourparlers de Kampala, pour ne pas réinjecter dans l'armée nationale les combattants du M23.

Aucune baguette magique ne résoudra le problème de la prolifération des groupes armés dans l'est du Congo. Dans l'immédiat, l'usage de la force ne peut être évité. À cet égard, la mise en place de la «brigade d'intervention» onusienne et les capacités visiblement accrues des

(suite en page 4)

En Syrie, l'Union européenne a presque failli être oubliée. Lors de la crise libyenne deux ans auparavant, un Conseil européen extraordinaire avait au moins pu être organisé en toute urgence (mars 2011), avant que les avions de chasse franco-britanniques n'investissent le ciel libyen. La tentative de conférer à l'UE une position commune fut vaine, mais réelle. Face aux possibles frappes contre le régime de Bachar el-Assad, cette peine a désormais été épargnée aux chefs d'État et de gouvernement. Les appels tardifs du président François Hollande pour que la voix de l'Union se fasse entendre n'enlèvent rien au fait qu'initialement, ni lui ni David Cameron n'avaient cru bon porter le dossier à Bruxelles.

L'appel de Catherine Ashton

Malgré sa marginalisation croissante, l'UE n'est toutefois pas complètement absente du théâtre syrien. Souvent critiquée, la Haute Représentante pour la politique étrangère de l'Union, Catherine Ashton, a su cette fois-ci adopter une position intéressante, bien qu'elle soit passée quasiment inaperçue au niveau international. Dans une déclaration publiée au lendemain de l'attaque chimique du 21 août, Mme Ashton avait demandé avec force que le processus diplomatique soit relancé « sans plus attendre » (« *Without further delay* »). « **We must move beyond our differences** » (« **nous devons aller au-delà de nos différences** »), pouvait-on également y lire.

Une telle prise de position a quelque chose de surprenant, si l'on considère qu'elle semble s'adresser avant tout aux diplomaties européennes et internationales, bien plus qu'aux belligérants sur le terrain. Mais les déclarations belliqueuses britanniques et françaises qui suivront ne semblent pas avoir pris en compte l'appel de Mme Ashton.

La carte que la chef de la diplomatie européenne semblait vouloir abattre sur l'échiquier syrien était celle de la médiation. En fait, la

(suite en page 5)



La cité de Kitshanga n'est plus que champ de ruines après les affrontements entre l'armée congolaise et un groupe rebelle.



Nos chercheurs SUR LA BRÈCHE

- « Persistance de l'insécurité en Libye ». Interview de **Mélanie de Groof** par la **Deutsche Welle**. 20 août.
- « Politique du Rwanda au Kivu ». Interview de **Michel Luntumbue** par **Radio Vatican**. 30 août.
- « Débat interactif sur la crise syrienne ». Live-chat animé par trois chercheurs du GRIP (**Mélanie de Groof**, **Bérangère Rouppert** et **Cédric Poitevin**) sur le site du journal **Le Soir**. 29 août.
- « Intervention militaire en Syrie ». Interview de **Federico Santopinto** par **L'Express**. 29 août.
- « Légalité d'une intervention en Syrie ». Interview de **Mélanie De Groof** par **La Libre Belgique**. 6 septembre.
- « Diplomatie européenne dans le dossier syrien ». Publication d'un article de **Federico Santopinto** sur le site **RTBF Info**. 6 septembre.
- « Manoeuvres militaires en Méditerranée ». Interview de **Federico Santopinto** par la **RTBF**. 6 septembre.
- « L'Europe face à la crise syrienne ». Citation de **Federico Santopinto** et du GRIP dans le **Wall Street Journal**. 6 septembre.
- « Défis à relever au Sahel ». Interview croisée de **Bérangère Rouppert** et **Antonin Tisseron** par l'Institut Thomas More. 9 septembre.
- « Résolution européenne sur la Syrie ». Interview de **Federico Santopinto** par **RFI**. 12 septembre.



(suite de la page 3)

LE CANCER DES GROUPES ARMÉS...

FARDC constituent un facteur positif. Les progrès enregistrés au niveau de l'armée congolaise, constatés surtout au Nord-Kivu, doivent se poursuivre si le Congo souhaite se doter d'une force à même de dissuader rébellions intérieures et ingérences extérieures. Il ne s'agit pas ici d'accroître ses moyens humains (déjà pléthoriques) et matériels (largement suffisants), mais de former efficacement ses membres, de les motiver en leur donnant des conditions d'existence dignes et de lutter efficacement contre la corruption en son sein.

Sur ce dernier point, il faut souligner que le principal fournisseur d'armes et de munitions des groupes armés n'est autre que les FARDC, parfois pour des raisons stratégiques (nouer des alliances), souvent pour le simple enrichissement d'officiers ou de soldats corrompus ou affamés. Plus largement, la lutte contre la corruption doit s'étendre à tout l'Etat congolais afin qu'il puisse assurer ses missions de défense du territoire et de service de la population. Contrairement aux clichés dominants, cette lutte n'est pas nécessairement illusoire, comme l'a démontré l'action menée, en 1997-1998, par le père de l'actuel chef de l'État, interrompue par l'invasion rwando-ougandaise.

L'entreprise est, certes, de grande ampleur et de longue haleine, mais ce n'est qu'à ces conditions que le pays renouera avec un développement profitant aux plus grandes couches de la société et que ses jeunes, déscolarisés et sans emploi, se détourneront des groupes armés avec l'espoir d'un avenir un peu meilleur que celui de leurs parents.

Georges Bergezan

Un Rapport du GRIP sur les groupes armés congolais est en préparation.

LE MEXIQUE FACE AU CRIME ORGANISÉ

« Des justiciers attaquent la police d'une ville mexicaine » – « Treize corps découverts dans une fosse commune clandestine » – « Arrestation du chef du cartel du Golfe » – « 24 morts dans les États du Michoacan et de Guerrero » – « 22 morts dans une série d'attaques au Mexique ». Voici quelques-uns des titres les plus chocs de la presse française concernant le crime organisé au Mexique en l'espace de quelques semaines durant l'été 2013. Pour un peu, on serait tenté de parler de faits divers. Tenté, uniquement, lorsqu'on connaît un peu l'actualité de ce pays, haut lieu du tourisme international mais également de la criminalité organisée, et en particulier du trafic de drogues, qui l'a entraîné dans une vague de violence brutale, sans précédent.

En « état de guerre » : l'État mexicain contre le crime organisé

Le Mexique connaît une recrudescence de violence depuis 2006, année à partir de laquelle le gouvernement, sous la présidence de Felipe Calderon, a entamé une guerre ouverte contre les narcotrafiquants. Selon de récentes statistiques¹, 120 000 personnes auraient été tuées

1. Cory Molzahn, Octavio Rodriguez Ferreira et David A. Shirk, *Drug Violence in Mexico. Data and Analysis Through 2012*, Trans-Border Institute, février 2013.